

Singulier —— pluriel ——

Fédération Syndicale Unitaire de la Drôme

Déposé le 03/02/2026

SITE DE DEPOT

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

LA FSU DANS L'ACTION



Tractage devant le Théâtre de
la Ville de Valence, le 15/01,
contre le spectacle Historock.



SOMMAIRE :

- p.1 : Les actions de la FSU26
- p.2 : Edito - Communiqué AESH
- p.3 : Combattre l'ED, une priorité
- p.4 : Mars en lutte
- p.5 : Austérité budgétaire ? ...
- p.6 : CDAS & Journées A.E.S.
- p.7 : Stages à venir
- p.8 : Elections municipales...



Mobilisations hebdomadaires
pour la Palestine.



Stage Sécu et PSC le
13/01 à Valence



Rassemblement à St Donat pendant les vœux du
député RN en présence de M. Maréchal Le Pen.



Initiatives de l'APSES sur
les filles et la ruralité...





Depuis le début de l'année, depuis un mois seulement, la situation internationale, déjà instable, ne cesse de se dégrader. Vénézuéla, Groënland, Iran viennent s'ajouter aux autres calamités, guerres et génocides.

En France, la situation n'est pas très reluisante non plus. L'austérité du budget, imposé une fois encore à coup de 49.3, laisse la part belle aux ultra-riches et consacre l'armée comme priorité absolue.

Les libertés elles aussi sont attaquées presque systématiquement. La proposition de loi de la députée Yadan assimilerait toute critique de la politique de l'État d'Israël à de l'antisémitisme. Le 1^{er} mai, seul jour férié obligatoire, est remis en cause. Et l'inénarrable « conseiller spécial » Wauquiez a annoncé la volonté d'interdire totalement les téléphones portables dans les lycées de la Région.

Dans l'Éducation, le Gouvernement poursuit la politique de la précarisation complète : AESH de nouveau méprisé-es par le Sénat et le Ministre, caporalisation à marche forcée par le « Plan 800 collèges » et fermeture de 20 postes d'enseignant-es dans le 1^{er} degré pour la Drôme, 66 dans le 2nd degré pour l'académie.

L'autoritarisme s'installe. Le règne de la barbarie semble devenir la règle.

Toutes ces annonces, tous ces périls peuvent mener à la désespérance, au repli sur soi. Et les fachos sont aux aguets pour conquérir les villes et s'implanter localement pour ensuite mieux investir le Sénat et les ors de la République. On pourrait croire qu'ils et elles sont en train de gagner la « bataille culturelle », détournant à leur profit le concept théorisé par Gramsci, philosophe communiste emprisonné par Mussolini, pour promouvoir les valeurs progressistes et lutter contre le fascisme.

Pourtant un sursaut est possible, nécessaire, indispensable. Notre syndicalisme y pourvoit et nous devons entraîner nos collègues et nos ami-es mais aussi les déçu-es et les plus accablé-es.

C'est bien grâce à notre résistance que les groupes de niveaux ont été abandonnés au collège ; c'est grâce à notre combativité que le Ministre Geffray a dû revenir sur sa copie et réinjecter les postes qu'il avait tentés de geler ; c'est grâce à notre mobilisation constante et unitaire que les ministères de l'Éducation nationale et de l'agriculture ont enfin accepté d'ouvrir des négociations sur un vrai statut pour les AESH.

Tout cela peut paraître encore insuffisant mais il faut partir de ces petites victoires, il faut garder en tête les images des habitant-es de Minneapolis manifestant pour protéger leur ville sanctuaire contre les milices criminelles de Trump.

La FSU appelle à se mobiliser largement au mois de mars pour la plus que nécessaire grève féministe du 8 mars et à montrer la solidarité des drômois et drômoises lors de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale du 21 mars. Elle travaille depuis des mois avec les organisations syndicales, les associations, les collectifs et les partis pour afficher en grand l'ÉGALITÉ.

Elle sera dans le même temps mobilisée dans la lutte pour la carte scolaire aux côtés des usager-es des services publics d'Éducation.

Il faut se souvenir que la tyrannie, quelle que soit la forme qu'elle puisse prendre, n'est qu'un grand colosse aux pieds d'argile. Il suffit de dérober sa base et il s'effondrera de son propre poids. Et il se brisera.

À nous de gagner la bataille culturelle ! À nous de reprendre le pouvoir !

Amélie Chapapria & Christophe Dumaillet,
co-secrétaires départementaux de la FSU26.

AESH : LA MOBILISATION PAIE !

la FSU avec l'intersyndicale impose l'ouverture de négociations aux ministères :

Depuis le printemps 2025, les AESH se mobilisent dans un cadre intersyndical pour faire entendre leurs revendications. Journées d'action répétées, initiatives collectives, pétition massive ayant franchi les 100 000 signatures : la dynamique a largement dépassé le cadre professionnel. Parents d'élèves, associations et parlementaires se sont à leur tour engagé.es, réclamant la création d'un véritable statut pour toutes et tous les AESH.

L'intersyndicale a finalement obtenu une **audience le 27 janvier 2026** auprès des ministères de l'Éducation nationale et de l'Agriculture. À cette occasion, elle a porté avec détermination la réalité du terrain et dénoncé des conditions de travail devenues intenable.

Les deux ministères se sont déclarés ouverts à l'étude d'un véritable statut pour les AESH et ont annoncé la mise en place de calendriers de groupes de travail :

- du côté des ministères, pour mener les études d'impact ;
- en parallèle, dans le cadre de la Conférence National du Handicap (CNH), pour poser la question du statut au sein de groupes dédiés.

Le premier comité de pilotage École, organisé dans le cadre de la CNH, se tiendra le 3 février et devra fixer les grands axes de travail. Dans l'attente, un cadre de gestion validé par le ministère devrait nous être prochainement présenté.

Ces annonces vont dans le bon sens, mais elles doivent maintenant se traduire concrètement. Elles ne peuvent pas rester de simples promesses. Les AESH ne peuvent plus attendre !



2026 peut être l'année de tous les dangers car il s'agit d'une année électorale qui peut conduire l'extrême-droite à diriger de nombreuses villes, de toutes tailles.

Le combat contre l'extrême-droite, sous toutes ses formes, doit donc s'amplifier au sein de notre fédération, avec l'aide et le concours de ses alliés, notamment syndicaux.

C'est ce que nous avons commencé, ou plutôt poursuivi, en ce début d'année, dans la Drôme. Et ce de manière d'autant plus efficace et visible que nous n'étions pas seul-es !

Le 17 janvier dernier, à Saint-Donat, ville où s'était réfugié Aragon afin de poursuivre la lutte contre les Nazis, nous avons participé à un rassemblement pour contrebalancer la présentation des vœux de Thibaut Monnier, député de la 4ème circonscription de la Drôme affilié au RN.

Il est venu s'afficher avec Marion Maréchal-Le Pen. À l'intérieur de la salle, des invité-es soigneusement choisi-es : des élu-es, des maires dont celle de Romans, connue pour ses saillies racistes, mais aussi des corps intermédiaires, policiers, gendarmes, pompiers professionnels ou volontaires. Pour quel discours !

À l'extérieur, des forces de l'ordre bien-sûr, et quelques 200 réfractaires, dont certains et certaines membres de la FSU, avec des pancartes rappelant l'imposture constante du RN.

Plus efficace et plus rassurante l'action menée conjointement à Valence avec nos camarades de la CGT, de Solidaires et de la CNT ainsi qu'avec des partis politiques **contre le spectacle Historock, financé par le milliardaire d'extrême droite Stérin**. Nous avons d'abord dénoncé par voie de presse ce concert emblématique de la vision culturelle et historique de l'extrême droite, version roman national / Puy-du-Fou. Notre demande de déprogrammation a bien été relayée mais sans suite.

Alors, le soir du spectacle, le 15 janvier dernier, nous avons prévu un tractage devant le théâtre de la ville afin de prévenir les spectateurs et les spectatrices, souvent venu-es avec leurs enfants, du parti-pris et des dangers de ce divertissement « tout-public ».

Et ce fut une belle et bonne surprise ! Au lieu de la quinzaine de militant-es attendu-es pour tracter, c'est environ 150 citoyens et citoyennes qui sont venu-es pacifiquement alerter pédagogiquement les spectateurs et spectatrices. Bon nombre n'étaient pas au courant du caractère réactionnaire d'Historock, certains et certaines ont même rebroussé chemin. Cette action a été bien relayée dans la presse. Communiqué de presse, tract : tout est sur notre site.

C'est par ce type d'opération que nous devons combattre l'extrême droite ; c'est par ce type d'opération que nous devons contrer la volonté du RN de passer par la culture pour imposer sa politique raciste et totalitaire.

Et nous persistons !

Nous avons également soutenu et relayé l'initiative de l'APSES le dernier week-end de janvier.

Il s'agissait d'une action d'éducation populaire sur « **Les filles dans les zones rurales** » à l'occasion de la venue de la sociologue Yaëlle Ansellem-Mainguay. Celle-ci est intervenue après la projection du film « *La ferme des Bertrand* », le vendredi soir à Romans ; elle a animé des rencontres, conférences et débats le lendemain à Valherbasse, à côté de Crépol.

Cette opération fait donc suite au colloque « **Jeunesse, Territoires, Violences** » que la FSU 26 avait co-organisé en mars dernier. Elle constitue également une forme de lutte contre l'extrême-droite.

Enfin, la FSU 26 se joint à la section ardéchoise pour construire un stage syndical axé sur ce thème avec Ugo Palheta, le 21 mai prochain.



#GREVE
FEMINISTE8 mars 2026**Journée internationale de lutte pour les droits des femmes**

Prêt-es pour le 8 mars 2026 ?

Les RDV à Valence :

- **Le samedi 7 mars à 20h au cinéma Le Lux**, projection événementielle du film documentaire "Dites-lui que je l'aime" en présence de la réalisatrice Romane Bohringer. Film mettant en scène Romane Bohringer et Clémentine Autain dans un puissant portrait de femmes explorant les relations mères-filles et pression sociale sur les mères.
- **Le dimanche 8 mars à 13h30** : manifestation départ devant le cinéma Le Navire, retour devant le Navire pour les prises de paroles, film Her Story au Navire à 16h20. Film féministe chinois qui aborde la monoparentalité, le célibat, le consentement et les violences conjugales en remettant en cause les normes sociales de genre.



Injustice salariale, retraites amputées, inégalités au travail, temps partiels imposés, violences sexuelles et sexistes, surcharge de travail domestique...

21 mars 2026**Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale**

Cette journée commémore les événements du 21 mars 1960 où la police ouvrait le feu et tuait 69 personnes lors d'une manifestation pacifique à Sharpeville, en Afrique du Sud, contre les lois de l'apartheid.

Les RDV à Valence :

- **Le samedi 21 mars** manifestation à Valence le Haut, maison des syndicats, pour l'exposition interactive de l'union des MJC : « Savoir, comprendre, agir pour dire non à la haine ».

28 et 29 mars 2026**2^{ème} festival féministe de Valence**

A Valence, le mois de mars sera vivifiant, féministe, solidaire et tolérant face à toutes les attaques. Le Haut Conseil à l'Égalité (HCE) a publié son rapport annuel sur l'état du sexisme en France qui confirme la dérive inquiétante déjà pointée dans son rapport précédent : l'adhésion croissante des jeunes garçons aux théories et pratiques sexistes. Les résultats de ce nouveau rapport sont encore plus alarmants que le précédent au sens où l'adhésion aux théories masculinistes s'étend avec une ampleur inquiétante concernant tous les âges de manière croissante. Le HCE désigne aujourd'hui clairement le masculinisme comme une menace globale pour notre société.

Le **stage FSU 26 et 07, avec Léane Alestra**, pour comprendre et combattre le masculinisme sera un point fort, le jeudi 19 mars, avec une séance de dédicace, le mercredi 18 à la Librairie « Notre Temps ».

Le lien sera évident avec les **initiatives de l'APSES** qui a convié dans la Drôme, fin janvier la sociologue de la jeunesse, du genre et des sexualités, **Yaelle Amsellem-Mainguy**, autrice de « Les filles du coin, vivre et grandir en milieu rural ». Une enquête poussée qui montre à quel point ces filles oubliées de secteurs ruraux ont très peu de perspectives et subissent le poids des traditions.



F.S.U. 26

Défendre l'égalité, c'est aussi combattre partout le sexisme et les reculs réactionnaires et virilistes qui menacent les droits acquis comme ceux à conquérir et veut ramener les femmes à l'invisibilité et à la soumission.

Amélie Chapapria .

Comme une rengaine, les citoyen·nes entendent les organisations syndicales fustiger le budget de l'Etat...

Si c'est un sujet brûlant annuellement, ne nous laissons pas endormir. **Ce budget est PIRE que les précédents. Il va non seulement être à l'origine de régressions sociales en continuité des politiques menées jusqu'alors mais il va imposer des efforts de guerre à une nation qui devrait, forte de son histoire, promouvoir la paix. Et cela par un usage du 49-3 antidémocratique par essence et favorisant quelques puissants pour écraser la majorité du peuple.**

Une nouvelle année sans augmentation pour les salaires des agent·es de la fonction publique

Dans le contexte de crise d'attractivité, avec un nombre de départs inégalé et un vieillissement important de la démographie de la fonction publique, ce choix irresponsable met sciemment en péril la pérennité des services publics, dissuadant les étudiant·es de choisir les carrières de la fonction publique, dégradant le service rendu à la population et favorisant ainsi les logiques marchandes.

Les femmes, premières usagères des services publics, subissent en premier lieu les conséquences de l'austérité.

3 256 postes d'enseignant·es supprimés alors que c'était une des « concessions » de la non censure

Avec 4 000 suppressions de postes annoncées en CSA ministériel, le ministère a reculé sur des postes mis soi-disant « en réserve » et a réinjecté 776 postes mais impose une saignée de 1 365 postes dans le 2nd degré et 1891 dans le 1^{er}. Un argument du gouvernement pour faire passer la pilule est l'effort sur les créations de postes d'AESH. Sauf que le budget prévoit la création de 2 000 emplois supplémentaires d'AESH, soit autant qu'en 2025, mais deux fois moins qu'en 2022 et 2023. En réalité, seuls 500 emplois nouveaux ont été créés récemment, le reste ayant déjà été annoncé à l'automne.



Les tours de passe-passe se multiplient sur les budgets de la Fonction Publique, de l'Aide Publique au Développement (APD), de la Culture, de France 3030, du Fonds Vert

Ces différents budgets auraient dû être sanctuarisés car ils doivent répondre aux besoins des plus fragiles et envisager l'avenir sur le long terme. L'APD permettait ainsi l'action des ONG. Des budgets étaient déjà particulièrement exsangues, notamment à la culture. Le Fonds Vert, quant à lui, perd carrément 28% !

Les repas des étudiant·es sont censés être facturés à 1€ mais comment est-ce possible avec seulement 50 millions d'euros de budget ? Quelle part des étudiant·es en bénéficieront alors que les restaurants universitaires sont d'ores et déjà saturés ? Ce n'est que du pur affichage.

Aucune mesure de justice fiscale

La taxe Zucman passe à la trappe alors que les Français ultra-riches ne payent pas d'impôts.

Il faut dénoncer, comme le fait parfaitement Attac, les mesures mises en avant par le gouvernement : **prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus** (dispositif qui n'a rapporté que 400 millions d'euros en 2025 contre les 2 milliards attendus car il est inadapté et contourné), **taxe sur les holdings patrimoniales** (elle exclut la quasi totalité des richesses logées dans ces structures, et ne vise que certains biens dits « somptuaires » comme les yachts, les avions, les biens immobiliers mis à la disposition des associés de la holding), **ajustement du pacte Dutreil** (le rendement devrait être particulièrement faible, les fameux « biens somptuaires » que les ultrariches utilisent n'appartenant pas seulement à leurs holdings patrimoniales, mais aussi à d'autres entités qu'ils détiennent via leur réseau de sociétés), **prorogation de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises** (devrait rapporter 8 milliards d'euros en 2025 et 7,3 milliards en 2026 qui pèsent relativement peu face aux baisses de prélèvements accordées aux entreprises depuis 2017), **arrêt de la baisse de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises** (cette mesure ne revient pas sur les baisses antérieures des impôts dits « de production » dont fait partie la CVAE).

Et la grande gagnante de toutes ces restrictions est... l'Armée !

Une augmentation de 6,7 milliards pour la Défense qui bénéficiera d'un budget total de 57,1 milliards. L'État se targue que depuis 2017, le budget du ministère des armées a presque doublé !

Rappelons la position de la FSU qui se bat pour éduquer à la paix :

« Le SNU (*Service National Universel*) à peine abandonné, le gouvernement promeut le service militaire volontaire pour les PFMP, les stages en fin de Seconde et l'année de césure bonifiable dans Parcoursup.

Avec les classes engagées, le guide « acculturation à la défense », le livret « ma première cérémonie militaire »... tout est fait pour « acculturer » les personnels et les élèves à l'armée, les familiariser avec l'uniforme, à la manipulation des armes...

Dans certains pays, l'école devient un agent de promotion des forces armées et de la guerre comme moyen de régler les conflits.

Le gouvernement français, en développant un discours éducatif militariste en prend le chemin. Il prépare l'opinion publique à sacrifier, en cas de crise et de conflits, le service public d'éducation et la jeunesse.

La FSU fait du développement de l'enseignement public, une garantie pour la construction et le maintien de la paix dans le monde.

Sans une éducation fondée sur des savoirs et savoir-faire émancipateurs, il n'y a pas de paix possible.

Vivre en paix, cela s'apprend aussi en classe. Les jeunes ont besoin d'école, d'une école de la liberté et de la paix, pas d'apprendre à faire la guerre. »

Amélie Chapapria .

Régulièrement vos représentants et représentantes des personnels siègent à la commission d'attribution d'aides financières pour les agents ou agentes en difficultés : la Commission Départementale d'Action Sociale (CDAS).

La première commission du mois de janvier est une commission en plénière et présente le bilan de l'année civile écoulée. En 2025, l'entièreté du budget alloué n'a pas été totalement utilisé, il était de 48 000 euros et seuls 40 200 euros ont été dépensés.

En 2025, 6 CDAS se sont réunies, 56 personnels ont fait une demande (68 en 2024) :

- 63 % d'entre elles sont une 1^{ère} demande à la CDAS, ce qui signifie que 37 % ont déjà eu recours à ce dispositif ;
- 98 % des demandes concernent des personnels du public ;
- 73 % des personnels sollicitant un soutien financier sont contractuel.les ;
- 73 % des personnels sollicitant la CDAS vivent seul.es, avec ou sans enfant ;
- 83 % des demandes sont faites par des femmes...

Lors de cette 1^{ère} commission, le budget national n'étant pas voté, nous n'avons pas eu d'éléments sur le budget que l'administration aura au titre de l'action sociale individuelle en 2026.

Ce dispositif est surtout prévu pour aider des collègues en difficulté conjoncturelle suite à un aléa de la vie. Force est de constater que, depuis déjà plusieurs années, ces crédits affectés à l'aide sociale individuelle deviennent de plus en plus un moyen parmi d'autres pour répondre à des difficultés financières pérennes et structurelles.

En effet, la majorité des demandes concerne des agentes en situation précaire (AED, AESH, contractuelles). Les difficultés, pour ces dernières, ne peuvent être que structurelles au regard de leur statut, de leurs conditions de travail et de leurs rémunérations.

Nous avons rappelé nos revendications :

- d'une part le droit au **CDI à temps complet au bout de six ans**,
- le droit à la mobilité pour les AED qui souhaitent changer d'établissement,
- et - surtout - une grille de salaire nationale avec un minimum fixé à 1 850 euros !



Odile Méry.

Nous réclamons la création d'un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH et une revalorisation conséquente pour l'ensemble des personnels afin de rétablir l'ensemble des pertes de notre pouvoir d'achat depuis de trop nombreuses années. Cette véritable « reconnaissance salariale de la Nation » permettrait non seulement de combler un manque d'attractivité de tous nos métiers mais **elle pourrait aussi rendre à cette instance son but premier, aider les agent-es de manière conjoncturelle.**

JOURNÉES DE L'ALLIANCE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE (BAGNOLET - LES 27 ET 28/11/25)

C'était il y a bien longtemps : Trump n'avait pas encore enlevé Nicolas Maduro sous prétexte de narcotrafic, ni encore menacé d'envahir le Groenland... **Bref, un tout autre monde !**

Nous étions donc une centaine de militant-es d'associations environnementales et de syndicats de transformation sociale à nous être réuni-es pour prendre un peu de temps pour imaginer, de construire un futur qui soit à la fois désirable et réaliste.

Parce que l'action ne nécessite pas seulement de réagir aux urgences sociales, économiques, environnementales, sanitaires... mais aussi de **proposer une alternative, construite et joyeuse, au projet néolibéral d'un capitalisme à bout de souffle qui saccage le monde.**

Et c'est cela au fond, l'**Alliance Écologique et Sociale** : des syndicats et des associations de défense environnementale qui tombent d'accord sur le fait qu'il n'y aura « pas d'emplois sur une planète morte » et qu'il est urgent d'affirmer que « fin du mois et fin du monde = même combat ! ». Et qui décident de mener des actions concrètes, collectives, ancrées dans la réalité des luttes qui permettent d'influer sur les politiques publiques.

Ainsi, **en janvier 2020**, des représentant-es des Amis de la Terre, d'Oxfam, d'Attac, de Greenpeace, de Solidaires, de la Confédération Paysanne, de la CGT et bien sûr de la FSU créent le collectif « Plus jamais ça ! » et lancent un appel fondateur : « **Nous en appelons à toutes les forces progressistes et humanistes, et plus largement à toute la société, pour**

reconstruire ensemble un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral. »

Depuis de nombreuses organisations ont rejoint cette alliance, telles *Alternatiba* ou le *Droit Au Logement*...

Les plénières ont porté sur des thématiques comme « Concrètement, que veut dire militer syndicalement ? », les campagnes « L'École bien dans ses murs, pour une rénovation écologique du bâti scolaire public », « Moins de routes, plus de trains ! Nos lignes SNCF sont vitales », « agir pour l'écologie et le social depuis les territoires ruraux et les quartiers populaires », « reconversion écologique de l'appareil productif : de nouveaux droits pour les salarié-es, santé au travail », « santé environnementale : nos outils communs et nos alliances », « nos stratégies face à l'extrême droite : comment anticiper les échéances électorales à venir ? » et enfin la feuille de route 2026 de l'AES qui a retenu 5 axes :

1. pour une reconversion juste de l'appareil productif ;
2. pour des services publics de qualité et de proximité, contre l'enclavement des territoires ;
3. pour une politique des transports qui ne contraigne personne à subir les coûts de la voiture individuelle thermique ;
4. pour défendre la santé publique et la santé au travail ;
5. accès et droit au logement de qualité pour toutes et tous.

Nicolas Vol.

**JEUDI 19 MARS
DE 9H À 17H**



LÉANE ALESTRA

CHERCHEUSE EN ÉTUDES DE GENRE ET
JOURNALISTE POLITIQUE

LA CONSTRUCTION DES MASCULINISMES AU TRAVAIL ET AILLEURS

MIEUX LES CONNAÎTRE POUR MIEUX LES COMBATTRE

MERCREDI 18 MARS, 18H

DÉDICACE DU LIVRE

« LES VIGILANTES : SURVEILLÉES ET SURVEILLANTES,
CES FEMMES AU CŒUR DE L'EXTRÊME DROITE »
À LA LIBRAIRIE NOTRE TEMPS DE VALENCE



MAISON DES SYNDICATS DE VALENCE

Les personnels ont droit à 12 jours de formation syndicale par an.
Inscriptions jusqu'au 26 janvier, informations sur le site www.fsu26.fsu.fr

PROGRAMME

- 9h - Accueil
- 9h15 - Introduction syndicale
- 9h30-10h30 - Présentation par Léane Alestra
- 10h30-12h - Échanges sur des situations de travail
- 12h-12h30 - Temps pour la librairie et les dédicaces
- 13h-14h30 - Repas
- 14h30-16h30 - Agir contre les violences sexuelles et sexistes

INSCRIPTION

**Demande d'AUTORISATION d'absence
avant le jeudi 19 février !**

(Attention « VACANCES »)

**INSCRIPTION en ligne
sur le site de la FSU 26.**

En Ardèche, le 21 mai 2026,

**Stage « Lutter contre le racisme » (FSU 07 et 26)
avec Ugo Palheta.**



Sociologue, actuellement maître de conférence à l'université de Lille, rattaché à l'équipe « Cultures et sociétés urbaines » du Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris, et également membre de l'Institut National d'Études Démographiques (INED).

Par ailleurs, il est co-directeur de publication de la revue « Contretemps ». Il a travaillé ces dernières années sur la dynamique fasciste, question sur laquelle il a publié plusieurs livres dont le dernier : *v. ci-dessous*.

COMMENT LE FASCISME GAGNE LA FRANCE

DE MACRON À LE PEN

Par Ugo Palheta

Devant la renaissance (*sous de nouvelles formes*) du fascisme, qu'il conçoit comme une potentialité inhérente au capitalisme, il propose de penser ensemble les politiques néolibérales et le racisme systémique et de prendre au sérieux aussi bien la montée de l'autoritarisme d'État que la progression électorale du RN...

... ce, tout en avançant quelques pistes pour vaincre ce dernier...



**CONGRÈS
DÉPARTEMENTAL
d'ÉTUDE**

**Mardi 28 avril
Valence**



**Pour mettre en œuvre nos mandats
sur le syndicalisme.**

**LE NUMÉRIQUE
EST-IL VRAIMENT
UN OUTIL AU
SERVICE DE
L'ÉDUCATION ?**

STAGE SYNDICAL

FLORENCE MARANINCHI

Enseignante-chercheuse à
l'INP Grenoble et l'UGA en
informatique

CHRISTOPHE CAILLEAUX

Professeur d'histoire-
géographie

**DÉLAI DE DEMANDE
D'AUTORISATION D'ABSENCE
DÉPASSÉ**

**JEUDI 26 FÉVRIER
DE 9H À 17H**



MAISON DES SYNDICATS DE VALENCE

Les personnels ont droit à 12 jours de formation syndicale par an.
Inscriptions jusqu'au 26 janvier, informations sur le site
www.fsu26.fsu.fr

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2026 : VOTER POUR LA DÉMOCRATIE ET LA FONCTION PUBLIQUE !

Dans 6 semaines se déroulera le premier tour des élections municipales. Cette échéance risque bien, malheureusement, de donner de nombreux sièges au RN et à ses partisans affiliés.



C'est pourquoi « au regard de la nécessité de défendre la démocratie, la FSU appelle à participer massivement au scrutin des municipales afin de battre l'extrême-droite et ses idées, et tout projet qui mettrait en danger l'égalité entre les habitants et habitantes comme la qualité et l'accès aux services publics locaux ».

(Texte Action du CDFN des 27 et 28 janvier 2026)

Les municipalités, en effet, sont directement partie prenante dans des choix politiques qui nous concernent toutes et tous.

Les communes financent les écoles, c'est-à-dire le bâti et les équipements, la cantine, l'organisation du périscolaire, le recrutement des ATSEM.

Elles peuvent aussi financer l'enseignement privé et interviennent donc de fait dans la carte scolaire (*c'est la raison pour laquelle l'instance départementale qui en discute a été reportée au 31 mars*).

Les communes c'est aussi les CCAS (*Centre Communal d'Action Sociale*), les médiathèques et les agents communaux et agentes communales.

Enfin n'oublions pas que nos édiles élisent nos sénateurs et sénatrices !

MUNICIPALES

**ENSEMBLE CONTRE
L'EXTRÊME DROITE**

L'extrême-droite, on a déjà essayé !

Le RN c'est la censure dans les bibliothèques puisqu'il pratique un droit de regard sur le choix des livres, c'est l'absence de repas sans porc dans les restaurants scolaires, c'est la fermeture des locaux syndicaux et ceux du Secours Populaire quand ils sont municipaux.

Le RN c'est aussi l'intimidation et la répression syndicale : à Hénin-Beaumont, Steeve Briois fait tout pour révoquer un agent parce qu'il est syndicaliste et qu'il résiste en faisant vivre son mandat.

C'est pourquoi, « la FSU doit amplifier son action visant à déconstruire l'imposture sociale de l'extrême-droite tout en dénonçant son racisme et sa xénophobie ».

Il convient donc d'alerter les personnels et les électeurs et électrices « sur les dangers de son programme pour la démocratie, les libertés, mais aussi les services publics et la fonction publique ».

Dans le département, tant que faire se peut, il convient donc, dans le strict respect de l'indépendance syndicale, d'**interpeller les candidat-es sur leurs programmes et leurs priorités**.

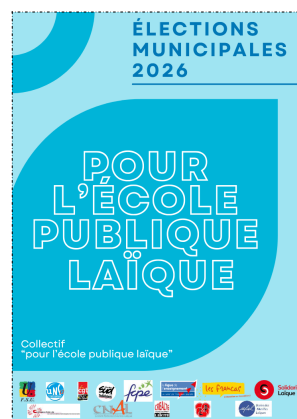
Ainsi, sur Romans, la FSU 26 posera des questions non seulement sur la place accordée à l'éducation (*écoles fermées, équipements sportifs pour la cité scolaire Triboulet...*) et à la culture mais aussi ce qu'il en sera du Musée de la Résistance et de la Maison des Syndicats historique laissée à l'abandon.

De même, il faut absolument profiter de cette séquence politique pour **mettre en avant la défense de l'école publique laïque** dans le cadre de la campagne « cause commune » menée avec le collectif national « Pour l'école publique laïque ».

La carte scolaire s'annonce catastrophique. De nombreuses classes, et peut-être des écoles, vont fermer. Il ne faut absolument pas que l'école privée, et largement confessionnelle, en profite pour se renforcer avec de l'argent public, dont celui des communes.

Pour une égalité d'accès aux droits à l'école, sans discrimination, les communes, en toute transparence, ne doivent **pas financer l'école privée au-delà de leurs obligations légales**.

La FSU saura le rappeler à toutes et tous, aux électeurs et électrices mais aussi et surtout aux candidats et candidates !



Christophe Dumaillet .

Les syndicats de la FSU : EPA - SNAC - SNASUB - SNCS - SNE - SNEP - SNEPAP - SNES - SNESUP - SNETAP - SNICS - SNPES-PJJ - SUI - SNUAS-FP - SNUEP - SNUIPP - SNUITAM - SNUP-CDC - SNUPDEN - SNU-TEFI - SNUTER - SUPMAE

FSU26 - Maison des Syndicats
17, rue G. Bizet 26000 Valence
04.75.56.77.77 fsu26@fsu.fr

